



**PARTI COMMUNISTE DU BENIN**  
01 B.P. 2582 Recette Principale Cotonou (Rép. du Bénin)  
Tél. : 21 35 02 95 – Site : [www.la-flamme.info](http://www.la-flamme.info)

## Déclaration

### A propos des ordonnances et des délégués militaires du gouvernement de Boni YAYI.

En 2006, lorsqu'il a été question du renouvellement de l'instance suprême du pays (Présidence de la République), les travailleurs et les peuples ont décidé de se donner les moyens d'être gouvernés autrement en finissant avec le pouvoir décrépi de KERÉKOU III. On se souvient des combats épiques, témoignant d'une vigilance de tous les instants, de la mobilisation générale sous la direction de la Démocratie Révolutionnaire pour faire échec à toutes les tentatives successives de KERÉKOU de s'accrocher au pouvoir. Le peuple usait alors des libertés conquises des décennies passées pour conquérir encore plus de libertés et bénéficier d'un pouvoir plus patriote et plus démocratique.

On doit également se souvenir que ceux qui, sous couvert de société civile, camouflés derrière les TEVOEDJRE, *Elan* de MADOUGOU et AGBO, *ALCRER* de Martin ASSOGBA, *Transparency* de Roger GBEGNONVI, etc. avaient promis au peuple le "Changement", l'éradication de la pauvreté et la fortune ; « YANAYI » lui avaient-ils dit si vous élisez Boni YAYI. Boni YAYI a été élu, « YA », la misère, s'est installée avec en plus l'apatridie, l'insolence et le mépris vis-à-vis du peuple. Les biens du peuple se bradent à tour de bras et tout le monde convient aujourd'hui que jamais gouvernement béninois n'a été plus corrompu. Même les représentations diplomatiques dont on ne peut dire qu'elles défendent les intérêts des peuples du Bénin en sont elles-mêmes dégoûtées. Les fameux dirigeants de la société civile n'en peuvent plus de couvrir ces actes et avouent tout honteux que leur homme est un désastre pour le pays. Il est donc normal que la paupérisation des couches populaires atteigne des niveaux jamais égalés et que la moindre secousse venant de l'extérieur enfonce encore plus les peuples dans la misère et le pays tout entier dans la crise.

Dans les circonstances de crise prononcée, un gouvernement populaire eût écouté et écouté plus encore les conseils du peuple et de ses organisations en rassembler les énergies de ce peuple pour faire face aux difficultés.

Le gouvernement de Boni YAYI a décidé que le peuple doit lui seul payer le prix de la mauvaise gestion, de l'apatridie, de la dilapidation des fonds publics et des richesses nationales des gouvernements successifs.

"Vous avez désormais la vérité des prix, le maïs ne coûtera plus jamais soixante quinze (75) francs dans ce pays, vous le paierez toujours plus cher", annonce-t-il au peuple. Et joignant l'acte à la parole, il augmente, augmente encore les prix en promettant faire encore pire.

Il avoue piteusement que face aux souffrances énormes du peuple, son gouvernement et lui-même avaient épuisé toutes leurs munitions. Quand un gouvernement avoue ainsi son échec et son impuissance, il ne lui reste que deux issues : démissionner ou gendарmer le pays et le peuple.

Boni YAYI a choisi la seconde issue. Pour faire passer de force des accords extérieurs dont le peuple ignore tout le contenu (puisque ces accords avec l'extérieur ne sont jamais publiés), il prend des ordonnances. Il viole les lois en interdisant l'installation des conseils communaux élus (mal ou bien, peu importe) et face aux protestations des députés, il fait prendre une condamnation de ces députés par une Cour Constitutionnelle à sa botte. Il limoge le Chef des Services de Renseignements dont les journaux disent qu'il doit être remplacé par une personne plus au fait des méthodes et pratiques de Kérékou-Zinsou et comme pour établir un effet de résonance forcée, il nomme à la tête de chaque département un Délégué militaire ! Un Délégué militaire, qui concentre entre ses mains tout le pouvoir administratif et sécuritaire du département. De fait, les préfets et maires sont placés sous les ordres de ces

« Commandants » qui exécuteront les ordres de YAYI. C'est l'escalade dans les dispositifs répressifs. C'est un état d'urgence de fait qui est instauré. Et l'on entend de sources diverses que des attentats sont programmés contre des hommes politiques. Des noms sont cités : Adrien HOUNGBEDJI, Kolawolé IDJI, Paul Essè IKO, etc.....

En tout état de cause, un pouvoir aux abois comme celui de Boni YAYI ne peut recourir, pour se maintenir, qu'à des actes attentatoires aux libertés, à des assassinats collectifs ou ciblés. Et les services de renseignements et la hiérarchie militaire sont en train d'être disposés pour cela.

Mais c'est se tromper ; on n'est plus avant 1989. Le peuple a été à bonne école. Il s'instruit, il se forme et il sait maintenant qu'il peut riposter. Et le Parti Communiste du Bénin dit à tous les hommes en armes : « Ne regardez pas seulement les pitreries et les gesticulations de Boni YAYI et de ses mentors : KEREKOU et ZINSOU. Regardez par-dessus les murs de vos garnisons et vous verrez aujourd'hui des centaines d'hommes et de femmes se regrouper et s'instruire dans les universités populaires de l'INIREF, des centaines de tradi-praticiens se regrouper pour fonder une Faculté de Médecine Traditionnelle et Alternative, des groupes de chasseurs se mettre au service des populations pour organiser leur sécurité et, pour couronner le tout, les rois et chefs traditionnels s'organiser de mieux en mieux en confédérations des rois et dignitaires probes pour un pouvoir local fondé sur nos valeurs nationales et au service des peuples, répudiant au besoin les voyous de leur sein.

Regardez bien et vous verrez que tous ces mouvements populaires, grâce à l'encadrement de la démocratie révolutionnaire fusionnent en un seul mouvement, en un seul front unique de combat pour le salut de la patrie. C'est dans ce front que se trouvent aussi votre salut et votre avenir et la dignité de votre corps »

C'est pourquoi le PCB affirme : le peuple ne désarme pas. Le peuple organise la riposte.

Il continuera sa bataille pour de meilleures conditions de vie, pour une école au service du peuple, pour un pouvoir démocratique et pour la souveraineté de notre pays.

Le peuple ne désarmera pas. Il continuera de se battre pied à pied pour défaire tous les dictateurs, tous les pouvoirs fascistes et chasser les apatrides.

Il poursuivra la bataille pour un pouvoir populaire et patriote. Quel qu'en soit le prix.

Et les armes qui ont été achetées grâce au prélèvement sur les fruits de son travail ne peuvent, ne doivent pas être utilisées contre lui. Les fonctionnaires de l'armée dont les soldes sont payées grâce à son travail ne peuvent attenter à la vie de ses fils.

C'est pourquoi le Parti Communiste du Bénin dit à tous les hommes en armes, officiers, sous-officiers, soldats de toutes les armes : Armée, gendarmerie, police, douanes, eaux et forêts : « Réveillez-vous, levez-vous pour vous mettre aux côtés de ce peuple dont vous savez que, toujours dans ces circonstances, il sait faire preuve d'héroïsme. Réactivez votre CGAM, le Comité Général d'Action des Militaires ; le moment est venu ». Aux plus anciens des militaires patriotes, nous disons : « Instruisez les jeunes, dites-leur comment, il y a près de deux décennies, dans chaque garnison, vous avez créé des comités d'action pour dénoncer les actes de torture et d'assassinat, les sévices et les complots contre les révolutionnaires, décourager les zélés au service de l'autocratie. Instruisez et dites au jeunes comment courageusement vous vous êtes mis à l'école du peuple, des travailleurs et de la jeunesse combattante pour créer et animer votre journal « *Soldat du Peuple* » (SDP).

A tous ceux qui sont déjà à la retraite, nous disons : « Soldats, sous-officiers, officiers, de réserve, la patrie vous appelle. Encadrez la jeunesse des garnisons et dites-leur que l'on ne tire pas sur son peuple, on ne commet pas d'assassinat politique, on n'assassine pas les chefs des organisations démocratiques ou révolutionnaires, on défait les chefs militaires apatrides qui donnent des ordres iniques et anti-peuple ».

A la jeunesse des garnisons, nous disons : « Les heures, les jours qui viennent peuvent être difficiles ; mais elles seront héroïques et exaltantes si tous les jeunes des écoles et des ateliers, des champs et des corps de chasseurs organisés, des couvents et des garnisons se donnent la main pour refuser la soumission au pouvoir du capital financier, l'asservissement et la misère, pour un pouvoir nouveau, populaire pour la reconstruction du Bénin.

Fait à Cotonou le 31 juillet 2008

**Le Bureau Politique du Parti Communiste du Bénin (BP/PCB).-**